

**Demande d'autorisation d'extension des activités de  
traitement des déchets industriels**

**SOLAMAT-MEREX**

**ZI de Fos-sur-Mer (Bouches du Rhône)**



**ENQUETE PUBLIQUE**

**relative à la demande formulée par la société SOLAMAT-MEREX,  
d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des  
déchets industriels dangereux et non dangereux au titre des installations  
classées pour la protection de l'environnement au sein de son  
établissement de Fos-sur-Mer**

**Décision n° : E20000069/13 du 25 novembre 2020  
de Madame la Première vice-présidente du Tribunal Administratif de Marseille  
&**

**Arrêté préfectoral portant ouverture et organisation de l'enquête publique,  
établi par Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 18 février 2021**

**Rapport d'enquête**

## Table des matières

1	Contexte de l'enquête publique.....	2
1.1	Contacts préalables et visite du site.....	2
1.2	La société Solamat-Merex.....	2
1.3	Le site Solamat-Merex de Fos-sur-Mer.....	2
1.4	Les produits autorisés actuellement.....	3
1.5	Les traitements autorisés actuellement.....	3
1.6	Le projet objet de l'enquête publique.....	4
2	Le dossier d'enquête publique.....	5
2.1	La désignation du Commissaire enquêteur.....	5
2.2	L'Arrêté préfectoral.....	5
2.3	L'Avis d'enquête.....	6
2.4	Le résumé non technique.....	6
2.5	Le dossier d'autorisation.....	7
2.6	L'avis de la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale).....	8
2.7	La réponse du demandeur à l'avis de la MRAE.....	8
3	Publicité de l'enquête et information du public.....	9
3.1	Les annonces presse.....	9
3.2	Les annonces presse.....	9
3.3	Les affichages.....	9
3.4	Réunions d'information à l'initiative des mairies.....	9
3.5	Autres informations du public.....	10
4	La consultation du public.....	10
4.1	La consultation matérialisée du dossier.....	10
4.2	La consultation « numérique » du dossier.....	11
5	Les observations du public.....	12
5.1	Les observations recueillies.....	12
5.2	Analyse des observations.....	12
5.3	Synthèse des observations et principaux questionnements.....	13
5.4	Le procès-verbal de synthèse.....	14
5.5	Le mémoire en réponse du responsable du projet.....	14
6	Conclusion.....	19
7	Liste des annexes.....	19

## 1 Contexte de l'enquête publique

### 1.1 Contacts préalables et visite du site

Le 25 novembre 2020 j'ai reçu par mail, la notification de désignation, et j'ai aussitôt pris contact avec les services de la Préfecture et SOLAMAT-MEREX pour commencer à préparer l'enquête.

Le 11 décembre 2020, je me suis sur le site à Fos où les responsables du projet m'ont fait visiter l'usine, présenter son fonctionnement actuel et ses limites d'exploitation. Ils m'ont ensuite expliqué les raisons justifiant leur demande d'augmentation des activités et la genèse du dossier de demande d'autorisation, objet de l'enquête.

Le 1<sup>er</sup> février 2021, le dossier définitif d'enquête a été reçu en Préfecture ainsi que dans les mairies concernées.

Le 3 février, je me suis rendu en Préfecture récupéré les dossiers « papiers ». En concertation entre les services de la Préfecture et moi-même, le cadre général de l'organisation de l'enquête était défini notamment : la période, les jours et lieux de permanence, les annonces presse.

Le 8 février, les dates et lieux de permanence étaient validées par les mairies concernées.

Le 18 février 2021, la Préfecture m'adressait par mail (et par courrier) l'arrêté préfectoral et l'avis d'enquête signés.

### 1.2 La société Solamat-Merex

La société SOLAMAT-MEREX, filiale du groupe SARP INDUSTRIES (SARPI) est une entreprise spécialiste du traitement et de la valorisation des déchets industriels. Après un premier site ouvert dans les années 70 à Rognac (13), elle a créé un deuxième site en 1992 à Fos/mer (13).

SARP INDUSTRIES, filiale du groupe VEOLIA, dispose de 75 sites dans 9 pays européens pour traiter près de 3.6 millions de tonnes de déchets industriels dangereux ou non dangereux.

### 1.3 Le site Solamat-Merex de Fos-sur-Mer

Le site occupe 10 ha environ loués au GPMM (Grand Port Maritime de Marseille), au sein de la ZIP (Zone Industriale-Portuaire) qui couvre près de 10 000 ha. La ZIP, et donc le site, est selon le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) dans un secteur identifié à enjeux économiques.

C'est ainsi que les différentes parcelles sur lesquelles est installé SOLAMAT MEREX, et autour sont classées UEA dans le PLU (Plan Local d'Urbanisme) de Fos/mer, c'est-à-dire « espace économique mixte à dominante industrielle ».

Enfin, il faut mentionner que le site est soumis à l'application du PPRT Fos-ouest (Plan de Prévention des Risques Technologiques) lié à installations ALFI Tonkin (ex SOGIF – Air Liquide), ELENGY Tonkin (GDF Suez), KEM ONE (DIFI 7, ex ARKEMA France, ex VINYLOS), LYONDELL CHIMIE.

Le site est au sein de la vaste zone industrialo-portuaire aussi ses voisins proches à moins de 3km, sont essentiellement de grands sites industriels ou de stockage et de logistique :

- au nord : ASCO METAL et KEM ONE

- à l'est : des activités de transit et de traitement de matériaux inertes dont une unité de fabrication de béton CAP VRACS puis le site sidérurgique ARCELOR MITTAL
- au sud : le terminal minéralier STOCKFOS
- à l'ouest, EveRé, incinération d'ordures ménagères et LYONDELLBASELL un peu plus loin, le terminal à containers du GPMM et DISTRIPORT, ensemble logistique récemment ouvert.

L'exploitation du site Solamat-Merex de Fos est actuellement soumise à l'autorisation définie par un arrêté préfectoral du 7 janvier 2014. Cet arrêté précise en particulier, la nature des produits autorisés, les volumes maximum autorisés et les limites environnementales.

#### 1.4 Les produits autorisés actuellement

Les déchets autorisés par cet arrêté préfectoral de 2014, sont de nature et d'origine diverses, et principalement :

- des déchets liquides (solvants et hydrocarbures souillés, huiles noires, liquides huileux, eaux polluées, sous-produits de fabrication...);
- des déchets pâteux (boues de peinture, boues d'hydrocarbures, boues d'usinage, boues curage...);
- des déchets solides (matériaux et matériels souillés, emballages souillés, résidus de fabrication, terres polluées, déchets pharmaceutiques, ...);
- des déchets conditionnés
- des déchets d'artifices de détresse périmés (fumigènes maritimes, pétards SNCF ...)

Ces déchets proviennent principalement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des régions voisines, et de façon moindre de régions éloignées. Le site est autorisé à traiter des déchets provenant des pays de l'Union Européenne et des signataires de la Convention de Bâle dans la limite de 20% de sa capacité annuelle.

#### 1.5 Les traitements autorisés actuellement

L'arrêté préfectoral de 2014 définit les tonnages maximaux autorisés pour chacune des procédés de traitement des déchets précédents, à savoir :

1. une unité de traitement par incinération avec valorisation énergétique, ayant une capacité maximale autorisée de 60 000 t/an qui traite le maximum autorisé
2. une unité d'évapo-condensation des effluents aqueux, ayant une capacité maximale autorisée de 20 000 t/an de déchets externes qui traite environ 17 000 tonnes
3. une unité de valorisation des effluents solvantés ayant une capacité maximale autorisée de 20 000 t/an de déchets externes qui traite environ 7 000 tonnes
4. une unité de séchage des boues industrielles, ayant une capacité maximale autorisée de 30 000 t/an de déchets externes et 5 à 10 000 t/an de déchets internes qui traite environ 3 000 tonnes

Par ailleurs, une cinquième unité de moindre importance traite les REFIDI (Résidus d'Épuration des Fumées d'Incinération des Déchets Industriels) avec une capacité maximale autorisée de 1 700 t/an.

Il s'avère que ces unités bien que fonctionnant avec des procédés différents, sont interdépendantes par plusieurs points industriels. Par exemple, l'unité d'incinération

- produit de l'énergie (vapeur et électricité) dont une partie est nécessaire aux autres unités du site et l'excès est valorisable par des tiers grâce à l'injection dans le réseau électrique et dans un réseau de vapeur externe<sup>1</sup> à venir.
- traite des résidus ou des déchets produits par les autres unités du site.

En outre, cet arrêté préfectoral de 2014 autorise la création de deux autres unités, non encore réalisées mais qui restent encore envisagées par le demandeur :

- Une unité de traitement biologique des déchets aqueux, en provenance des unités en service
- Une unité de traitement physico-chimique aqueux des REFIDI (Résidus d'Epuración des Fumées d'Incinération des Déchets Industriels) externes et de déchets internes.

Enfin, de nombreux déchets sont interdits notamment les déchets radioactifs, les ordures ménagères, les cadavres d'animaux, certains déchets d'activité de soins ou pyrotechniques ou contenant trop de PCB ou PCT.

## 1.6 Le projet objet de l'enquête publique

Il s'avère que le tonnage traité par les unités de récupération de solvants et de séchage de boues, ne peuvent atteindre les tonnages autorisés pour ne pas dépasser la capacité d'incinération autorisée.

En effet, ces unités produisent des déchets dont une bonne partie est à incinérer pour respecter la réglementation des déchets industriels : leur incinération conduirait à dépasser le plafond d'incinération autorisée.

Aussi, compte tenu de la demande accrue en régénération de solvant et en traitement de boues, SOLAMAT-MEREX, demande l'autorisation :

- De porter la capacité maximale d'incinération autorisée à 90 000 t/an
- De créer une aire de stockage de terres polluées
- De créer une unité de lavage des citernes et hydrocureurs
- D'améliorer la technique de séparation des solvants

Il n'y a pas de demande d'augmentation de tonnages autorisés pour les autres unités à savoir :

- évapo-condensation des effluents aqueux,
- valorisation des effluents solvantés
- séchage des boues industrielles,
- REFIDI (Résidus d'Epuración des Fumées d'Incinération des Déchets Industriels).

Par ailleurs, il n'y a pas de demande de modification substantielle de la nature des déchets industriels autorisés depuis 2014.

---

<sup>1</sup> C'est un des axes de travail collaboratif de l'Association PICTO qui regroupe une quarantaine de partenaires de la zone industrialo-portuaire de Fos (industriels, autorité portuaire, services de l'Etat, collectivités locales ...)

## 2 Le dossier d'enquête publique

Le dossier mis à disposition du public comprenait les pièces suivantes :

- **L'Arrêté préfectoral** du 18 février 2021 (5 pages)
- **L'avis d'enquête** du 18 février 2021 (3 pages)
- **Un résumé non technique** du 15 janvier 2021 (24 pages)
- **Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter** du 15 janvier 2021 (1343 pages)
- **Avis de la MRAe**, Mission Régionale d'Autorité environnementale du 11 janvier 2021 (14 pages)
- **Mémoire en réponse à l'avis de la MRAe** du 28 janvier 2011 (12 pages)

Les principaux éléments de ces pièces figurent ci-après.

### 2.1 La désignation du Commissaire enquêteur

Par ordonnance du 25 novembre 2021 la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné à la demande du Préfet des Bouches du Rhône, M Jacques MICHEL en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique ayant pour objet l'augmentation des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux de SOLAMAT-Merex à Fos-sur-Mer.

### 2.2 L'Arrêté préfectoral

Cet arrêté pris par le Préfet des Bouches du Rhône le 18 février 2021 porte sur l'ouverture de l'enquête publique et définit son organisation après analyse du dossier de demande par les services de l'Etat et de la désignation du commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif, le 25 novembre 2020.

Cet arrêté précise notamment que :

- le projet s'inscrit dans les exigences du code de l'Environnement notamment des articles L511-1 et 2, L123-3 à 15 et R123-2 à 21
- les services de l'Etat, notamment de la DREAL sur la complétude et la régularité du dossier
- le dossier prend en compte les dispositions liées au contexte sanitaire « COVID-19 »

L'arrêté précise en détails :

1. L'objet de l'enquête
2. La désignation du commissaire enquêteur
3. Le déroulement de l'enquête, notamment la consultation du dossier, les propositions et les observations
  - les lieux d'enquête, calendrier, conditions d'accès du public au dossier et aux registres,
  - Les jours et heures des permanences du commissaire enquêteur,
  - L'organisation de l'enquête par voie numérique, accès au dossier numérique et au registre dématérialisé.
4. L'information du public par voie de presse, d'affichage sur site et sur les lieux d'enquête et de diffusion internet
5. La procédure de clôture de l'enquête
6. Le rapport d'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur

7. La procédure de décision au terme de l'enquête par un arrêté préfectoral et sa diffusion
8. La personne responsable du projet chez SOLAMAT-MEREX avec ses coordonnées
9. Les personnes en charge de l'exécution de cet arrêté

## 2.3 L'Avis d'enquête

Cet avis a été établi le 18 février 2021 par le Préfet des Bouches du Rhône. Il résume l'arrêté préfectoral précédent et précise les points suivants :

- L'objet et la durée de l'enquête de l'enquête
- les lieux et horaires les conditions pratiques de mise à disposition du dossier et des registres
- les conditions d'accès numérique au dossier et au registre dématérialisé
- les lieux, dates et horaires des permanences du commissaire enquêteur
- les personnes responsables du projet

Cet avis a paru dans la presse et a été affiché à l'entrée du site, dans la zone des 3 km autour du site et aux 2 lieux de permanence en mairies.

## 2.4 Le résumé non technique

Ce document daté du 15 janvier 2021 est la 4<sup>ième</sup> version à la suite de travaux antérieurs.

- La première version du 19 décembre 2016 a été établie pour le premier dépôt de DDAE en préfecture.
- La seconde version du 8 décembre 2017 intègre les remarques de l'Administration.
- La troisième version du 30 juillet 2020 reprend la DDAE après la suspension de l'instruction et au courrier de la DREAL du 28 novembre 2019

Ce document de 24 pages, comporte :

- une présentation générale de la DDAE
- un résumé de l'étude d'impact
  - intégration dans l'environnement
  - eau et sols
  - air et odeur
  - climat
  - bruit
  - déchets
  - trafic
  - énergies
  - effets cumulés
  - meilleures techniques disponibles
- un résumé du volet sanitaire de l'étude d'impact
- un résumé de l'étude des dangers
- un résumé de la notice d'hygiène et de sécurité

## 2.5 Le dossier d'autorisation

Le dossier public comporte 1343 pages. Il a été établi avec l'appui du bureau d'étude KALIES.

Il est composé des parties suivantes :

- Préambule – Sommaire – Liste des sigles (pages 1-8)
- Une présentation générale (pages 9 - 111 pages).
- Une étude d'impact (pages 112 - 408)
- Un volet sanitaire de l'étude d'impact (pages 409 – 559)
- Une étude des dangers (pages 560 – 625)
- Une notice d'hygiène et de sécurité (pages 626 - 635)
- Des annexes au nombre de 18 (pages 636 – 1343)
  1. Plan de situation 1/2500
  2. Plan des installations et des réseaux
  3. Documents administratifs
  4. Liste des déchets admissibles sur le site
  5. Calcul du montant des garanties financières
  6. Documents d'urbanisme
  7. Formulaire d'évaluation simplifié NATURA 2000
  8. Rapport de base
  9. Etude de l'impact des rejets liquides sur le milieu récepteur
  10. Mesures de bruit dans l'environnement
  11. Valeurs toxicologiques de référence
  12. Analyse préliminaire des risques
  13. Modélisation de certains scénarios étudiés lors de l'analyse préliminaire des risques
  14. Etude foudre
  15. Politique de prévention des accidents majeurs
  16. Etude d'efficacité du rideau d'eau
  17. Cartes de dispersion atmosphérique
  18. Etude de sécurité au travail

Pour la consultation sur les lieux d'enquête, le dossier « papier » est réparti en 2 classeurs :

- Un premier classeur contenant les pièces du dossier sans les annexes
- Un deuxième classeur rassemblant les annexes.

*Enfin, il faut rappeler que le dossier public ne comporte pas un certain nombre de données potentiellement sensibles pour la sécurité dans le cadre de la protection contre des actes malveillants. Toutefois, ces données étaient consultables en Préfecture sur demande.*

**Le dossier comprend toutes les pièces nécessaires et utiles pour définir le projet et cerner les impacts sur l'environnement qui resteront faibles malgré l'augmentation de tonnage.**

Le projet ne change pas la nature de l'exploitation actuelle déjà soumise à autorisation. Les procédés restent les mêmes, et la nature des produits également. Aussi l'étude d'impact liée à l'augmentation demandée, ne modifie pas la nature des émissions, mais les accroît de façon faible à marginale sans risque de générer des impacts majeurs sur l'environnement ou la population., en restant inférieures à très inférieures aux normes notamment pour les dioxines.

Par ailleurs les dispositifs de contrôle et de mesure des émissions, permettent de contrôler les émissions pour alerter l'exploitant voire arrêter automatiquement l'incinérateur en cas de dépassement des normes.

Enfin, les dispositifs de sécurité sont adaptés et dimensionnés pour parer aux incidents ou accidents internes tels que épanchements de produits dangereux, début d'incendie, foudre ...

## **2.6 L'avis de la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale)**

Ce document daté du 11 janvier 2021 avec les références n° MRAe 2020-2741 2021APPACA1 comporte 14 pages.

La MRAe identifie les enjeux environnementaux au regard des spécificités du territoire et des effets potentiels du projet : les pollutions de l'air, de l'eau et du sol, les émissions de gaz à effet de serre et les risques sur la santé humaine.

Bien que l'étude d'impact comporte les éléments requis par le code de l'environnement, la MRAe formule des recommandations visant à compléter la liste des projets à prendre en compte, et d'évaluer de manière plus détaillée la pression sur l'environnement et la santé humaine.

Les recommandations de la MRAe sont les suivantes :

- compléter la liste des projets à prendre en compte pour l'analyse des effets cumulés et d'évaluer de manière détaillée la pression sur l'environnement et la santé humaine résultant des incidences de l'ensemble des projets.
- produire des photomontages des aménagements projetés, afin d'apprécier leur impact visuel et leur intégration dans les aménagements existants.
- montrer comment le projet prend en compte les objectifs du PRPGD vis-à-vis de la valorisation matière et énergétique des déchets dangereux (à privilégier par rapport à l'incinération directe) et de mieux justifier le volume retenu de 90 000 tonnes/an pour la nouvelle capacité d'incinération.
- mieux justifier le trafic de poids lourds lié au tonnage de déchets réceptionnés, compte-tenu des fortes augmentations prévisionnelles de collecte des déchets dangereux et de valorisation énergétique inscrites au PRPGD.
- établir un bilan complet des émissions de gaz à effet de serre, en distinguant les émissions directes, indirectes et évitées.
- évaluer l'impact du projet sur la ressource en eau en phase de travaux, et de préciser les éventuelles mesures nécessaires d'évitement et de réduction des impacts.

## **2.7 La réponse du demandeur à l'avis de la MRAE**

SOLAMAT-MEREX a établi le 28 janvier 2021, un mémoire en réponse de 12 pages à l'avis de la MRAe.

Les responsables du projet apportent les éléments de réponses attendus notamment pour ce qui concerne :

- La prise en compte des 4 projets voisins évoqués par la MRAe
- Un photomontage des modifications extérieures
- L'extension face aux orientations du PRPGD.

- L'impact de l'augmentation de trafic.
- Les besoins en eau pendant la phase travaux

**Ces réponses apportent les justifications ou les compléments attendus sans modifier la nature ou l'importance des impacts du projet sur l'environnement.**

### **3 Publicité de l'enquête et information du public**

L'enquête publique a fait l'objet d'une publicité effective supérieure aux exigences de l'arrêté préfectoral.

En effet au-delà des parutions presse et des affichage réglementaires, il y eut 2 réunions publiques d'information à l'initiative des mairies et des parutions annexes dans des média locaux divers.

#### **3.1 Les annonces presse**

L'avis d'enquête a été publié réglementairement par deux fois dans deux quotidiens locaux (voir en annexe) :

#### **3.2 Les annonces presse**

L'avis d'enquête a été publié réglementairement par deux fois dans deux quotidiens locaux (voir en annexe) :

- Le 2 mars et le 25 mars 2021 dans LA PROVENCE
- Le 2 mars et le 25 mars 2021 dans LA MARSEILLAISE

Voir copies en annexe

#### **3.3 Les affichages**

L'avis d'enquête a été affiché réglementairement :

- A l'entrée du site par SOLAMAT-MEREX, objet de l'enquête
- A proximité du site dans un rayon inférieur à 3km par la commune de Fos-sur-Mer

Voir PV d'affichage en annexe

L'avis d'enquête a été également affiché à l'accueil des lieux de permanence, soit :

- Hotel de ville de Fos-sur-Mer
- Centre technique municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône

#### **3.4 Réunions d'information à l'initiative des mairies**

Les mairies de Fos-sur-Mer et de Port-Saint-Louis-du-Rhône ont pris l'initiative d'organiser chacune une réunion publique. Pour cela, elles ont demandé à SOLAMAT-MEREX de présenter son projet.

Les réunions ont eu lieu :

- Le 24 avril à 16h30 à Fos-sur-Mer
- Le 29 avril à 17h00 à Port-Saint-Louis-du-Rhône

Malgré une communication locale organisée par les mairies, la participation a été d'environ une vingtaine de personnes à Fos-sur-Mer et une dizaine à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La responsable du projet a présenté le projet avec l'appui d'un diaporama (*voir en annexe*).

Après la présentation il y eut un temps de questions/réponses entre les responsables de SOLAMAT-MEREX et les participants dont des élus, des techniciens des mairies et des représentations d'associations.

Ces réunions n'ont pas donné lieu à un compte-rendu.

Le commissaire enquêteur a assisté à ces 2 réunions publiques sans formuler d'observations ou de commentaires.

**COVID-19** : les conditions d'accueil respectaient les mesures sanitaires liées à la lutte contre la pandémie COVID-19, notamment : affichage des règles, distanciation physique, port du masque, gel hydroalcoolique à disposition.

### 3.5 Autres informations du public

L'avis d'enquête ou tout au moins l'information d'ouverture de l'enquête et/ou la tenue de réunion publique a été publié par d'autres média.

Sans chercher l'exhaustivité, le commissaire enquêteur a relevé les annonces :

- Annonce dans le n° 311 de « Votre mensuel Fos-sur-Mer » édité par la mairie :
- Parution sur le site MARITIMA Media
- Encart sur les sites internet des mairies

## 4 La consultation du public

Selon l'arrêté préfectoral du 18 février 2021 relatif à cette enquête, le public était invité à prendre connaissance du dossier et à formuler ses observations.

Pour cela et pendant les 32 jours d'ouverture de l'enquête, le public avait deux moyens d'accès au dossier :

- Un moyen matérialisé dit « papier »
- Un moyen dématérialisé dit « numérique »

### 4.1 La consultation matérialisée du dossier

Les classeurs composant le dossier étaient disponibles en mairie des villes concernées aux adresses suivantes :

- Hôtel de Ville , avenue René Cassin, 13270 Fos-sur-Mer
- Pôle Technique Municipal, 25 avenue Max Dormoy, 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

Le public a pu y venir consulter le dossier aux jours et heures d'ouverture des bureaux concernés en respectant les mesures de protection liées à la COVID-19.

Le public pouvait y déposer ses observations sur des registres « papier » cotés et paraphés le 18 mars 2021 par le commissaire enquêteur.

**COVID-19** : les conditions d'accueil respectaient les mesures sanitaires liées à la lutte contre la pandémie COVID-19, notamment : affichage des règles, distanciation physique, port du masque, gel hydroalcoolique à disposition.

Enfin, le public pouvait adresser ses observations par courrier au siège de l'enquête.

Le nombre de personnes ayant consulté les dossiers « papier » en mairie est inconnu dans la mesure où il n'y pas de comptage organisé.

A notre connaissance et en présence du commissaire enquêteur, 5 personnes sont venues rencontrer le commissaire enquêteur pour échanger sur le dossier : aucune de ces personnes n'a déposé d'observations sur les registres « papier » mais certaines d'entre elles ont adressés leur observation par moyens numériques.

## 4.2 La consultation « numérique » du dossier

Le dossier « numérique » était consultable par internet à l'adresse :

<https://www.registre-dematerialise.fr/2326>

Sur ce site, il était possible de télécharger le dossier et de déposer des observations de façon anonyme ou non.

Par ailleurs, le public a pu déposer ses observations par envoi d'un mail à l'adresse suivante :

[enquete-publique-2326@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-2326@registre-dematerialise.fr)

On dénombre sur le site internet, 1 100 Visiteurs et 252 téléchargements à savoir :

- Arrêté portant ouverture de l'enquête publique : 19 téléchargements
- Avis d'enquête publique : 24 téléchargements
- Résumé non technique : 70 téléchargements
- Extrait de l'étude d'impact : 25 téléchargements
- Dossier de DDAE : 24 téléchargements
- Avis de la MRAe : 25 téléchargements
- Mémoire en Réponse à l'avis MRAe: 54 téléchargements

Concernant le nombre de visites et de téléchargements, il faut préciser les points suivants :

- Une personne qui vient sur le site plusieurs fois dans la même journée est compté pour 1 visiteur
- Le même visiteur qui revient sur le site N fois mais des jours différents est compté N visiteurs
- Un téléchargement peut être examiné par un foyer, un groupement, une association ...

Aussi le dénombrement de visiteurs et de téléchargements n'est pas significatif du nombre réel de personnes ayant examiné effectivement tout ou partie du dossier.

Il n'en reste pas moins que relativement à la population cumulée de 25 000 habitants des 2 communes concernées par l'enquête, le nombre de personnes ayant accéder au dossier est très modeste.

## 5 Les observations du public

### 5.1 Les observations recueillies

Les 2 registres « papiers » ont été clôturés par le commissaire enquêteur dès la fin de l'enquête soit le 23 avril au soir, sans aucune observation écrite ou jointe.

Le registre « numérique » a été fermé au public le 23 avril 2021 à 24H00.

Ainsi, toutes les observations du public par le commissaire enquêteur l'ont été recueillies de façon « numérique ».

**Les observations sont au nombre de 35 (trente-cinq) et réparties ainsi par media :**

- Registre « papier » à Fos-sur-Mer : 0 (zéro)
- Registre « papier » à Port-Saint-Louis-du-Rhône : 0 (zéro)
- Site internet : 26 (vingt-six)
- Courriel : 9 (neuf)
- Courrier : 0 (zéro)

Les observations sont numérotées dans leur ordre de réception numérique, sans distinction du media de transmission.

L'origine des observations est la suivante :

- 16 anonymes, les n°3, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 25, 26,
- 8 personnes identifiées, les n° 1, 2, 5, 13, 18, 31, 32, 35
- 9 associations ou groupements identifiés, les n°9, 12, 22, 27, 28, 29, 30, 33, 34
- 1 délibération de Conseil Municipal, la n°23
- 1 coupure de presse relatant des propos du Maire de Fos-sur-Mer, la n°24

Il faut noter que les observations n°23 et 24 ont été communiquées au commissaire enquêteur par le réseau préfectoral.

Par ailleurs, il faut noter que 2 observations ont fait l'objet d'une intervention du commissaire enquêteur sur les observations numériques :

- L'observation n°5 a été modifiée avec le retrait de la photo d'un enfant
- L'observation n°25 a été retirée de l'accès public en raison d'attaques ad hominem

En outre, il faut noter que 4 observations reprennent les mêmes éléments : les n°28, 29, 32, 34

Enfin, aucune personne n'a demandé à consulter en Préfecture le dossier complet, c'est-à-dire sans la suppression des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance.

### 5.2 Analyse des observations

La lecture des observations montre :

- des positions générales non argumentées et/ou sans liens directs avec le projet (cf observations n°1, 3, 15)
- une diversité d'approche de la question posée par la demande d'autorisation.

- Approche industrielle structurée (cf observations n°7, 9, 12, 18, 20, 22, 23, 28, 29, 30, 33, 34, 35)
- Approche impact sur la population (cf observations n° 2, 4, 5, 9, 13, 19, 23, 27, 28, 29, 30, 34, 35)
- Approche environnementale (cf observations n°6, 8, 9, 11, 12, 21, 27, 28, 29, 34, 35)
- des observations voire des a priori basés sur des connaissances incomplètes :
  - du projet ou du site (cf observations n°12, 13, 14, 17, 24, 26)
  - de la procédure, des réglementations, des normes (cf observations n° 10, 16, 21)

En raison du nombre d'observations, de leur caractère plus ou moins argumenté et/ou des multiples items dans une même observation, le commissaire enquêteur a regroupé son analyse autour de 3 grands questionnements.

- Pourquoi avoir besoin de traiter plus de déchets industriels ?
- Quels sont les impacts et pourquoi inquiètent-ils la population ?
- Comment expliquer les choix techniques retenus ?

Il faut noter que la délibération du Conseil municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône porte un avis défavorable dans l'attente de disposer d'outils de mesure de l'impact à long terme des pollutions industrielles sur les populations et l'environnement. Par ailleurs, le maire de Fos-sur-Mer a indiqué dans la presse la prise d'une délibération similaire sans que le commissaire enquêteur ne soit destinataire de celle-ci.

### 5.3 Synthèse des observations et principaux questionnements

De ces observations on peut cerner les grandes problématiques liées à la demande d'extension de SOLAMAT-MEREX :

- le besoin de traiter plus de déchets industriels lié :
  - à une demande actuelle des industriels locaux
  - à un accroissement attendu des volumes régionaux (PRPGD)
- des préoccupations de la population sur :
  - la qualité actuelle de l'air qui est estimée déjà très dégradée
  - l'augmentation des rejets air (principalement) et eau
  - l'augmentation du trafic poids-lourds
  - une défiance dans le respect des prescriptions environnementales par les industriels
- le milieu associatif est partagé entre plusieurs positions comme :
  - l'intérêt de l'incinération vis-à-vis d'autres solutions physico-chimiques, biotechnologiques, enfouissement, réduction à la source ...
  - le niveau d'augmentation de tonnage par rapport à la demande régionale qui fait craindre un afflux de déchets éloignés voire étrangers
  - la prise en compte des effets cumulatifs « cocktail »
  - la valorisation énergétique qui semble insuffisamment exploitée

On note que certaines observations anonymes sont vindicatives en relayant des rumeurs, alors que les associations font état de griefs et/ou de propositions avec une approche plus ou moins argumentée.

## 5.4 Le procès-verbal de synthèse

Le procès-verbal de synthèse a été établi conformément à l'arrêté préfectoral, après la clôture de l'enquête le 23 avril 2021, et après analyse de toutes les observations reçues qu'elle qu'en soit le media de dépôt.

**Le Commissaire enquêteur a remis en main propre le PV de synthèse aux responsables de SOLAMAT-MEREX le 30 avril 2021 à 10h en leur site de Fos-sur-Mer.**

La présentation et la discussion qui en a suivi, ont permis de préciser les attentes du Commissaire enquêteur résultant de l'analyse du dossier et des observations soulevées par le public.

Ces précisions sont les suivantes :

1. Que deviennent les déchets que SOLAMAT-MEREX ne peut traiter en raison de la limitation de l'autorisation actuelle ?
2. Quelle serait la quantité de déchets produits sur le site si toutes les unités étaient à leur niveau d'autorisation actuel ? Quels seraient les devenir possibles de ces déchets s'ils n'étaient pas incinérés ?
3. Est-il réaliste de limiter l'approvisionnement des déchets à un territoire, en l'occurrence la région PACA et les territoires voisins ? Si oui, quelles en seraient les conséquences ?
4. Pourquoi créer une plateforme de stockage de terres polluées plutôt que d'être envoyé directement en traitement final ?
5. Quelle est l'augmentation du trafic poids-lourds entre la situation d'aujourd'hui et la situation future ? Quel est l'impact du trafic « Solamat-Merex » sur le réseau local compte tenu des activités voisines (terminal à conteneurs, entrepôts logistiques, usines ...) ?
6. L'utilisation du transport ferroviaire est-il possible ?
7. Quelle est la provenance prévue des citernes et hydrocureurs qui seront lavés ? Quid des citernes de SPUR environnement ? Que deviendront les eaux de lavage ?
8. Quelles protections vis à vis des possibles poussières et écoulements de la plateforme de transit ?
9. Que deviennent les eaux de pluie ou de ruissellement sur les aires imperméabilisées du site ?
10. Comment sont réalisés les contrôles piézométriques ?
11. Quelles actions sont en cours pour mieux cerner l'effet « cocktail » des diverses pollutions locales ?
12. Est-il possible d'améliorer la valorisation énergétique ? Si oui comment ? Le chauffage urbain est-il envisageable ?
13. Y a-t-il des personnes atteintes de maladies professionnelles au sein du site ? Quel est le type de suivi médical des employés ?
14. Au cours des dernières années, y a-t-il eu des rejets (air, eau) dépassant les seuils autorisés ? Si oui, quels ont été les impacts et les mesures prises ?
15. Quelle est la consommation actuelle et projetée d'eau domestique ? Quel contrôle des fosses septiques ?

## 5.5 Le mémoire en réponse du responsable du projet

**SOLAMAT-MEREX a adressé au commissaire enquêteur un mémoire en réponse par mail du 7 mai 2021 soit dans le délai de 8 jours impartis par l'arrêté préfectoral.**

Ce mémoire de 13 pages apporte des réponses aux questions posées dans le PV de synthèse. (voir en annexe)

Ci-après le commissaire enquêteur résume les réponses de SOLAMAT-MEREX et y apporte son commentaire.

1. Les déchets que SOLAMAT-MEREX ne peut traiter en raison de la limitation de l'autorisation actuelle sont envoyés dans d'autres installations similaires éloignées. La plus proche étant près de Lyon, le traitement de ces déchets accroît de façon importante le transport sans réduire les impacts de l'incinération sur l'environnement sauf à les faire ailleurs.
2. Concernant la destination des déchets non incinérés par la limitation d'autorisation. Si toutes les unités du site étaient au niveau maximum de l'autorisation actuelle, il serait produit 16 000 t de déchets à incinérer. Si aujourd'hui 6 000 t sont incinérés sur place, les 10 000 autres tonnes seraient envoyées en incinération ailleurs (cf §1)

Par ailleurs le PRPGD retient une augmentation de 330 000 t de déchets à collecter et à valoriser dont SOLAMAT-MEREX dispose des compétences avérées et des installations adaptées.

3. Concernant la provenance des déchets, le Code de l'Environnement précise dans son art L541-1 "D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité" Ainsi il est légitime de chercher à traiter les déchets au plus près de leurs lieux de production. Ce principe est aujourd'hui largement respecté dans la mesure où 80% des déchets traités par SOLAMAT-MEREX viennent de PACA ou des régions voisines.

Toutefois, les caractéristiques des installations de traitement et la spécificité des déchets impliquent que des déchets locaux soient envoyés plus loin et que des déchets éloignés peuvent venir à Fos.

Enfin, le site de Fos n'a jamais dépassé 13% de déchets importés d'autres pays européens alors que son autorisation lui permet 20%.

4. L'aire tampon demandée permettra à SOLAMAT-MEREX de stocker temporairement des terres polluées avant traitement.

D'une part parce que la capacité d'incinération est limitée à 20 à 40 t/jour alors qu'il y a généralement nécessaire d'évacuer au plus vite tout le site pollué pour éviter les infiltrations dans la nappe phréatique.

D'autre part de pouvoir analyser plus en détails ces terres et les orienter éventuellement vers d'autres solutions de traitement plus adaptées : traitement biologique, stockage en Centre de Stockage de Déchets Ultimes (CSDU), désorption thermique. Cette aire permettra de n'incinération que les terres dont les caractéristiques de pollution le justifient.

5. Le trafic PL sera accru de 15 PL par jour en raison de l'accroissement du tonnage demandé qui sera au maximum de 130 000 t/an contre 80 000 t/an actuellement. L'augmentation sera de 15 PL par jour soit moins de 1% du trafic observé en 2019 sur la RD268. Cette proportion ne tient pas compte des 850 PL/j liés à la montée en puissance des projets voisins récemment autorisés ; VIRTUO 1 et 2, VELIO, WILFE, KNAUF sans compter les évolutions du terminal à conteneur du GPM.
6. Le transport ferroviaire n'est pas adapté à l'activité de SOLAMAT-MEREX bien que le site dispose d'un embranchement ferroviaire. D'une part ses clients sont essentiellement locaux, tous n'ont pas d'embranchement ferroviaire, beaucoup ont de faibles tonnages.

Le transport par wagon isolé complexifie les approvisionnements et les retours immédiats des déchets non conformes, et augmente aujourd'hui les délais et les coûts sans réduire les risques.

Pour autant, SOLAMAT-MEREX reste engagé au travers de la plateforme PICTO dans une démarche de décarbonisation du transport selon trois grands axes : report modal (train, péniche), motorisation alternative des PL (Gaz, Hydrogène, électricité) et organisation logistique (optimisation stockage, réduction retour à vide, proximité client/fournisseur ...)

7. L'aire de lavage de citernes et d'hydrocureurs est destiné aux véhicules venant livrer le site et qui sont obligés aujourd'hui de repartir sales. Ce service permettra de réduire des allers-retours pour les véhicules qui rechargent à proximité dans la mesure où la plus proche station se situe est à Martigues (58 Km aller-retour).

Par ailleurs, la sécurité du transport des Matières Dangereuses est accrue en réduisant les risques de réactions dangereuses pouvant survenir entre les différents chargements successifs.

Concernant la société SPUR Environnement, celle-ci ne possède qu'une citerne sur une flotte de 21 poids lourds ; elle bénéficiera comme que les autres sociétés livrant des déchets, de ce service.

Enfin, les eaux de lavage seront traitées en interne selon la nature des déchets, prioritairement par la filière d'évapo-condensation et secondairement par incinération. Ainsi, les eaux de lavage de cette aire seront totalement dépolluées contrairement au simple traitement physico-chimique des stations de lavage existants dans la région.

8. Concernant la plateforme de transit de terres polluées, SOLAMAT-MEREX précise que les éventuels écoulements seront canalisés, récupérés et traités dans la mesure où cette plateforme sera composée d'une dalle béton étanche, couverte et fermée sur 3 côtés qui évitera la propagation des éventuelles poussières.
9. Concernant les eaux de pluie et de ruissellement, SOLAMAT-MEREX précise qu'elles sont récupérées par des caniveaux et sont orientées vers un bassin de confinement dit bassin d'orage dont la capacité de 2660m<sup>3</sup> est dimensionnée pour l'éventualité d'un orage décennal. Ces eaux sont ensuite reprises et recyclées dans le process ou rejetées

en Darse 1 après analyse selon les paramètres définis dans l'arrêté préfectoral d'exploitation.

10. Les 3 piézomètres présents sur le site sont suivis annuellement par SOLAMAT-MEREX conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur à savoir : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité et Carbone Organique Total.

Les résultats de ces analyses sont transmis à la DREAL par le biais des rapports mensuels d'autosurveillance. Ils sont également présentés (comme l'ensemble de tous les autres contrôles) en Commission de Suivi de Site. Par ailleurs, le site est situé sur une nappe saline qui suit le mouvement des marées sans sens d'écoulement fixe et qui n'est pas exploitée pour l'eau potable.

11. Concernant les effets cocktails dans l'air, ATMOSUD et ATMO Aura sollicités sur ce sujet indiquent que la connaissance de la communauté scientifique sur ce point est extrêmement faible. Pour autant, des recherches sont engagées sans savoir quand leurs résultats seront disponibles. ATMOSUD précise suivre l'évolution des principaux polluants atmosphériques (COV, SO<sub>2</sub>, PM, Nox et Dioxines) : les mesures effectuées au cours des dernières années ne montrent pas une augmentation mais plutôt une baisse constante.

Par ailleurs, SOLAMAT-MEREX est soumise à des analyses régulières de plusieurs types, imposées aux seules installations d'incinération. Les 2 analyseurs en continu (HCl, SO<sub>2</sub>, NOX, CO, Poussières, COT, température, O<sub>2</sub>, humidité) sont étalonnés annuellement par un organisme agréé, et les rejets sont également contrôlés et comparés par un organisme extérieur à l'autosurveillance du site. Le dysfonctionnement de ces analyseurs arrête automatiquement l'installation.

Les dioxines sont analysées mensuellement par un organisme extérieur. Par ailleurs, un organisme extérieur, expert auprès des tribunaux réalise à l'extérieur du site une bio-surveillance des dioxines et des métaux par la technique des lichens : depuis 2005, aucune pollution émise n'a été trouvée.

En outre, SOLAMAT-MEREX a fait de sa propre initiative en 2018, une analyse des Particules Ultra-Fines par un organisme agréé et spécialisé, qui n'identifie pas un impact particulier du site parmi les particules ambiantes des autres sites industriels.

Enfin, SOLAMAT-MEREX intégrera le projet multi-partenarial DIAMS soutenu par le Fonds FEDER (Urban Innovative Actions) coordonné par la Métropole Aix-Marseille Provence, ayant pour vocation de développer et structurer une plateforme de données relatives à la qualité de l'air. Les industriels de la plateforme PICTO dont SOLAMAT-MEREX participeront à ce projet de recherche appliquée.

12. Concernant la valorisation énergétique, SOLAMAT-MEREX n'a part pour objectif la production d'énergie : l'énergie produite et récupérée sous forme de vapeur, est un bénéfice induit de la dépollution des déchets industriels dangereux et de l'élimination des risques portés par ces déchets. Cette énergie est valorisée principalement pour assurer le fonctionnement des 3 autres unités annexes de valorisation qui ne consomment ainsi pas de gaz ou d'énergies fossiles. L'optimisation de cette énergie est donc de "saturer"

ces autres unités. La partie non ainsi utilisée est transformée en électricité qui dépasse les besoins du site et l'excédent est injecté dans le réseau public.

En outre, SOLAMAT-MEREX s'est engagé depuis 2013 par la certification ISO 50001 dans l'amélioration continue de sa performance énergétique. Le site reste néanmoins un "petit" producteur de vapeur (12t/h de vapeur excédentaire), ce qui ne permet pas d'envisager la mise en place d'un réseau de chaleur alimentant la ville de Port-Saint-Louis (trop éloignée du site et ne disposant pas de réseau de chaleur).

Enfin, les coûts de mise en place de ce pipe vapeur rendraient le projet économiquement irréalisable (*pour exemple un réseau de 4kms coûte environ 26M€*). Cependant, il est actuellement à l'étude, la réalisation d'un réseau vapeur entre les industriels de la plateforme PIICTO afin de globalement réduire les consommations d'énergies fossiles de la plateforme.

13. Concernant les maladies professionnelles, SOLAMAT-MEREX précise qu'il n'y a jamais eu de maladies professionnelles déclarées au sein de son personnel tant à Fos-sur-Mer qu'à Rognac, et que l'ensemble du personnel exploitation du site, hormis deux personnes aux fonctions administratives, est sous surveillance individuelle renforcée (SIR). La liste du personnel à surveillance individuelle renforcée est validée chaque année avec la médecine du travail et présentée en CSSCT.

Par ailleurs, un suivi annuel de l'exposition aux agents chimiques dangereux est effectué par un organisme indépendant et les résultats sont présentés annuellement en CSSCT, en présence de la Médecine du Travail, de l'Inspection du Travail, et des représentants du personnel. Les résultats sont tous largement inférieurs aux valeurs limites d'exposition professionnelles (VLEP).

14. Concernant des rejets (air, eau) dépassant les seuils autorisés, SOLAMAT-MEREX précise n'avoir connu qu'un seul dépassement entre octobre 2006 et mars 2007, sur le paramètre dioxine alors que les analyses n'étaient pas réalisées comme aujourd'hui en semi-continue.

Les dépassements notifiés par la DREAL étaient de 2 à 3 fois la norme, et non 200 fois comme le prétend une rumeur. Les actions et les investissements engagées depuis ont permis de réduire les émissions de dioxines inférieures à la norme dès avril 2007 et sans aucun autre dépassement depuis, avec des valeurs actuelles 25 fois inférieures à la norme (0,004 ng/Nm3 pour une norme à 0,1 ng/Nm3).

15. Concernant la consommation d'eau domestique et le contrôle des fosses septiques. La consommation annuelle en eau potable a été en 2020 de 20 225m3 dont 14 358 m3 pour la fabrication d'eau déminéralisée. Le reste a été utilisé pour la réserve incendie et les eaux domestiques (sanitaires, douches des vestiaires, lave-vaisselle) sans comptage détaillé.

Par ailleurs, il est correct de considérer que la consommation d'eau domestique d'un travailleur est inférieure à celle d'un habitant dans la mesure où il n'y a pas certaines consommations domestiques telles que lessives, arrosages de jardin, lavages de voiture...

De plus, l'effectif de 42 personnes n'est présent qu'aux heures et jours de travail et non tous les jours de l'année. L'évaluation de la consommation annuelle actuelle en eau domestique entre 250 m<sup>3</sup> et 500m<sup>3</sup> est tout à fait réaliste. Aussi l'évaluation de consommation future entre de 300 à 600 m<sup>3</sup> par an est tout aussi réaliste en fonction de l'augmentation prévue de l'effectif.

Enfin, le site possède 3 fosses septiques dont l'entretien et la vérification de fonctionnement est effectué selon les modalités définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

## 6 Conclusion

Au terme de cette enquête publique, le commissaire enquêteur affirme qu'elle s'est déroulée sans incident selon les règles établies en conformité avec l'Arrêté préfectoral la prescrivant.

Il faut ajouter que les règles sanitaires liées à la lutte contre la pandémie COVID-19 n'ont pas empêcher le bon déroulement de l'enquête grâce aux mesures de protection mises en place par les mairies.

Enfin, la prise en compte de l'ensemble des éléments du dossier et des informations recueillies auprès de SOLAMAT-MEREX complétée de l'analyse des observations du public et des réponses du porteur de projet, permettent au commissaire enquêteur de formuler un avis motivé dans un rapport séparé.

## 7 Liste des annexes

1. Publication de l'avis
2. Diaporama support des réunions publiques
3. PV de synthèse
4. Mémoire en réponse du responsable du projet

**Fait à Allauch le 21 mai 2021**



**Jacques MICHEL**

**Commissaire enquêteur**